

En mettant à l'index les entreprises controversées, les investisseurs responsables contribuent à limiter leurs dérives

5 juin 2013. Le centre de recherche de Novethic publie la première étude réalisée sur l'influence que peuvent avoir des investisseurs responsables en excluant de leur portefeuille des multinationales controversées pour violations des droits humains. Les listes noires publiées par 19 investisseurs d'Europe du Nord gérant 1500 milliards d'euros ont été analysées pour comprendre leurs modes d'action et les entreprises ciblées. Cette étude montre que certains investisseurs sont prêts à refuser d'être actionnaires d'entreprises associées à des risques sociaux qui leur semblent trop élevés.

L'exclusion normative se développe en Europe du Nord

Cette pratique d'investissement responsable qui consiste à exclure les entreprises coupables de violations graves et répétées des grandes conventions internationales concerne des volumes d'actifs croissants. Elle a progressé de 54% en Europe entre 2009 et 2011 pour atteindre plus de 2340 milliards d'euros d'après Eurosif. D'abord mise en place dans les pays du Nord à l'image de la politique de l'emblématique fonds norvégien, l'exclusion normative associée à l'engagement actionnarial est devenue la pratique dominante des grands fonds de pension néerlandais. Les listes noires d'une petite dizaine d'entre eux gérant 300 milliards d'euros d'encours sont analysées dans l'étude publiée par Novethic. En France, 136 milliards d'euros étaient soumis à un filtre normatif en 2010, 1300 milliards d'euros fin 2012, soit près de dix fois plus. Pour l'essentiel, cette pratique fait partie des stratégies globales d'investissement responsable adoptées par quelques très grosses sociétés de gestion, visant à éviter qu'elles soient associées aux pires controverses, mais sans publication de listes noires ni d'association avec une politique d'engagement actionnarial.

Entreprises exclues pour violations du droit du travail, de la liberté d'expression et complicité avec les exactions de régimes répressifs

Novethic dresse la typologie des motifs d'exclusion concernant les violations des droits humains. Classés en trois catégories (manquements au droit du travail, absence de respect des droits des peuples autochtones et activités exercées dans des régions où des exactions sont commises par les autorités publiques), ils montrent que les investisseurs ne partagent pas la même définition des controverses justifiant une exclusion. Novethic a donc analysé en profondeur celles qui concernent six multinationales très présentes sur les listes noires :

Walmart pour les conditions de travail chez ses sous-traitants et l'absence de liberté syndicale ;

Yahoo! pour complicité de violation des libertés d'expression en Chine ;

Chevron condamnée à une amende colossale pour pollution de l'Amazonie en Équateur ;

PetroChina mise en cause pour complicité avec les exactions des régimes birman et soudanais ;

Vedanta pour le non-respect des droits des populations autochtones ;

Shell pour la situation dans le delta du Niger.

Les investisseurs cherchent à identifier les risques pour éviter d'en payer le prix

Les entreprises controversées sont soumises à de multiples pressions pouvant venir des tribunaux, des ONG, des populations locales, des médias... L'étude de Novethic montre que si l'exclusion normative ne suffit pas à changer les choses, elle amène les investisseurs à remettre en cause des modèles économiques qui conduisent à des violations des droits humains dont le coût leur semble, in fine, trop élevé pour les entreprises elles-mêmes. S'ils protègent ainsi leur propre réputation c'est aussi une façon d'alerter les compagnies et de les inciter à mettre fin aux controverses. Mais l'impact de l'exclusion normative pourrait être démultiplié par des actions coordonnées d'actionnaires, relayées par l'opinion publique et les médias. Les investisseurs y seront d'autant plus incités que les mises en cause pour responsabilité indirecte sur les comportements délictueux des entreprises se développent. L'enjeu est donc pour les investisseurs responsables de développer des modèles leur permettent d'identifier les controverses en train de naître afin d'éviter d'être plus tard accusés de complicité.

Pour en savoir plus :

[Télécharger la synthèse de l'étude](#)

[Télécharger l'étude complète](#)

Contact presse : Célia Juère – 01 58 50 98 23 – celia.juere@novethic.fr

Novethic, filiale de la Caisse des Dépôts, est un centre de recherche sur l'Investissement Socialement Responsable (ISR) et la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), et un média expert sur le développement durable.
www.novethic.fr

